

# Les conditions d'un nouveau nouvel internationalisme

mardi 1er novembre 2011, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 1er novembre 2011).

**La mondialisation néolibérale a favorisé l'émergence d'un nouvel internationalisme. La violence de la crise sociale au Nord crée aujourd'hui les conditions d'un nouveau nouvel internationalisme.**

La mondialisation néolibérale a véritablement pris son envol au début des années 1990, immédiatement après l'implosion du bloc soviétique. Elle a été le cadre d'une offensive redoutablement puissante contre les droits démocratiques et sociaux des peuples, mais elle s'est aussi révélée incapable de stabiliser un nouvel ordre international, débouchant dès 1997-1998 sur une première crise financière de grande ampleur, alors centrée en Asie. Depuis les crises se sont succédé, jusqu'au tournant de 2008, quand leur centre de gravité s'est déplacé au Nord - les USA d'abord (les « subprimes ») et maintenant l'Union européenne.

Ce tournant de 2008-2011 a une portée considérable du point de vue de la dynamique (potentielle) des combats populaires à l'échelle internationale. À partir de la fin des années 1940, la bourgeoisie avait réussi à stabiliser durablement son règne au Nord, surmontant notamment la crise de 1968-1975, pourtant sérieuse aux États-Unis (conséquences de la guerre d'Indochine) et en Europe (crise des dictatures au Sud, grève générale en France). Le Sud était alors perçu comme la « zone des tempêtes » dans un monde corseté par la guerre froide, du moins jusqu'au déclin généralisé des luttes de libération dans les années 1980 (peut-on dire que la fin du régime d'apartheid en Afrique du Sud, au début des années 1990, clôt ce chapitre historique ?).

Dans un premier temps, par son universalité et sa brutalité, la mondialisation néolibérale a favorisé l'émergence d'un nouvel internationalisme. Nouveau en ce qu'il a redonné vigueur à une aspiration qui avait été profondément discréditée par la faute, notamment, du stalinisme. Nouveau aussi parce que pour la première fois, du Nord au Sud et d'Est en Ouest, les luttes d'émancipation combattaient les mêmes institutions internationales (FMI, BM, OMC...) mettant en œuvre les mêmes politiques néolibérales dans le monde entier. Les conditions sociales restaient certes très différentes suivant les pays, mais dès 1996 (contre G7 en France, conférence zapatiste au Mexique), les mouvements progressistes ont commencé à souligner de ce qu'il y avait partout de commun aux résistances à l'ordre néolibéral.

Aujourd'hui, la situation sociale au Nord se dégrade qualitativement. Le tissu social se déchire très brutalement (Grèce) ou plus progressivement (France) (voir les articles publiés sur la situation en Europe dans ce numéro d'*Amandla* !). Face à l'extension de la grande pauvreté, à l'érosion ou la dislocation des services publics (y compris l'éducation et la santé), il ne s'agit plus seulement de défendre les droits obtenus grâce aux luttes d'après-guerre, mais de les reconquérir. Une situation qui entre en résonance avec des campagnes menées au Sud (comme Reclaim people's dignity en Asie).

De plus en plus, ce qui était hier propre au seul « tiers monde » resurgit avec force dans les pays

capitalistes « développés ». La question de la dette est ainsi devenue centrale au Nord. Elle pose les mêmes problèmes politiques qu'au Sud. Elle est utilisée pour justifier un assaut généralisé contre les droits démocratiques et sociaux. Elle est profondément illégitime du point de vue des peuples, car elle est le produit direct des politiques néolibérales qui - à force de cadeaux aux riches et aux grands actionnaires - ont considérablement réduit les recettes des Etats. Si bien qu'au Nord comme au Sud, la problématique de la dette pose la question du moratoire, de l'audit citoyen et de son annulation.

La violence de la crise explique aussi le changement qui s'est opéré dans la dynamique des mobilisations. Les luttes menées sur le terrain national n'ont évidemment jamais cessé. Mais, à partir de Seattle (1999), le mouvement alter/anti-mondialisation s'est cristallisé à l'occasion des sommets internationaux de l'OMC, du G7/G8-G20... Ces contre-sommets restent des échéances politiques importantes, mais attirent moins de monde. Significativement, les Indignés en Espagne se sont d'abord tournés contre leur gouvernement. De même, dans la région arabe, la question palestinienne reste à l'arrière-plan de la crise des régimes, mais chaque soulèvement s'est mené contre sa propre dictature.

Nous sommes entrés dans un nouveau cycle de luttes. Il répond à une crise généralisée de la domination capitaliste, nourrie par l'instabilité chronique de la mondialisation et l'effet boomerang des destructions écologiques. On peut dire qu'une nouvelle période s'ouvre, où tout est possible - mais peut-être vaut-il mieux dire où rien n'est impossible. En effet, la situation dans laquelle se trouve la gauche radicale - gauche sociale et gauche politique - est loin, très loin d'être facile.

La situation en Tunisie et en Egypte illustre cette situation un peu paradoxale. A l'encontre de bien des pronostiques, le soulèvement populaire ne s'est pas fait dans ces deux pays sous le drapeau de la religion, mais sur des questions sociales (chômage...) et démocratiques (dictature...). Des ailes du mouvement ouvrier y ont joué un rôle moteur, avec une participation significative des femmes. L'extrême gauche est réapparue. Mais, une fois les dictateurs chassés du pouvoir, des forces conservatrices ont pu reprendre l'initiative, à commencer par les islamistes (Frères musulmans en Egypte, Ennahdha en Tunisie).

En Europe, la violence de la crise alimente une véritable rage anticapitaliste, mais ne débouche pas (encore) sur un renforcement de la gauche radicale. Les évolutions ne sont pas univoques - sévère échec électoral du Bloc de gauche au Portugal, succès éclatant de l'Alliance Rouge-Verte au Danemark -, mais dans l'ensemble, il y a plutôt un glissement politique à droite ; y compris pour des composantes du mouvement altermondialiste qui deviennent plus modérées.

De fait, c'est pour l'heure surtout la droite extrême qui profite du rejet du néolibéralisme, jusqu'à l'arrivée au gouvernement en Hongrie de formations fascisantes. Bien plus que dans la période précédente, les bourgeoisies européennes s'en remettent au « diviser pour régner ». Les forces de gauche éprouvent bien du mal à contrer cette politique qui favorise le renforcement de la droite xénophobe et raciste, qui explique la violence des attaques contre les musulmans ou les Roms (populations nomades chrétiennes).

Il y a aux difficultés de la gauche radicale des raisons très profondes. Le tournant des années 1990 est marqué par un changement de période (fin de la guerre froide et mondialisation capitaliste), par une rupture d'identité à gauche (crise de la référence socialiste) et par un renouvellement générationnel. Le tout a créé un fossé entre l'expérience militante des années 1960-1980 et celle de la « génération Seattle ». Ce fossé est probablement moindre en Asie, où l'on trouve une extrême gauche plus vivace qu'en Europe ; mais il n'en constitue pas moins un trait de la situation internationale. Il se manifeste particulièrement en ce qui concerne la question de l'organisation. Durant la période précédente, toute extension et toute radicalisation des mobilisations se

traduisaient immédiatement par une vague d'adhésion aux syndicats, mouvements et partis progressistes. Ce n'est souvent plus le cas aujourd'hui. Certains voudraient voir dans « l'organisation fluide » un progrès. Le progrès me semble ailleurs : dans l'expression (inégalement) d'une culture militante plus respectueuse de la diversité et de l'autonomie des mouvements, plus démocratique. En revanche, le fréquent rejet de l'organisation *en permanence* apparaît comme un dangereux talon d'Achille alors que les luttes de classes se durcissent.

De plus, en ce qui concerne l'Europe occidentale, depuis la fin des années 1940 le mouvement ouvrier n'avait jamais connu de situation de crise sociale généralisée. Ainsi, au début des années 1990 déjà, l'organisation des chômeurs de longue durée était une question nouvelle (comme dans certains pays d'Asie : Japon, Corée du Sud...), ce qui a provoqué bien des tâtonnements. Au-delà des clivages politiques classiques entre modérés et radicaux, c'est en fait toute la « culture » du mouvement syndical, son « savoir faire » et ses modes de fonctionnement, qui s'avèrent aujourd'hui inadéquats. L'expérience radicale de la décennie 1968-1978 pourrait être aujourd'hui utile ; mais elle est considérée comme appartenant à un passé révolu par les générations militantes présentes.

L'aggravation de la crise sociale ne se traduit donc pas mécaniquement dans le renforcement de la gauche radicale. Les difficultés qu'éprouve en France le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) en témoignent. Néanmoins, la critique de l'ordre existant continue à se diffuser et le caractère profondément antidémocratique des démocraties occidentales réellement existantes apparaît au grand jour : fonctionnement des institutions européennes, diktats imposés au peuple grec - d'où le mot d'ordre des Indignés : « Pour une vraie démocratie, maintenant ! ». De même, l'esprit internationaliste ne s'est pas éteint, et c'est particulièrement encourageant.

L'exemple de l'occupation des places est venu d'Égypte. Il s'est propagé en Espagne, en Grèce, aux États-Unis - puis il a donné naissance à la journée du 15 octobre, qui a trouvé écho jusqu'à Hongkong ou à Lahore, même si lesdites « occupations » ont souvent été plus symboliques que massives. Ce fut la plus grande journée d'action mondiale depuis celle du 15 mars 2003 contre la guerre annoncée en Irak (et qui fut elle bien massive). Les « indignés » se reconnaissent les uns les autres, lancent des appels internationaux ensemble. Apprennent les uns des autres.

Apprendre les uns des autres... C'est peut-être l'une des clés pour assurer un renforcement de la gauche radicale. Les Français ont beaucoup à apprendre des Grecs, car par plus d'un aspect la Grèce est l'avenir de l'Europe. Les mouvements au Nord ont beaucoup à apprendre de l'expérience du Sud, que ce soit en matière de formes de luttes (grèves territoriales, occupations des espaces publics...), de programme (réponse à la crise de la dette...), d'organisation sociale (là où le tissu social est réduit en lambeaux...), de lutte contre les politiques de division (voir l'expérience indienne face aux divisions combinées de classes, de castes et de communautarismes religieux !...).

Bien des idées viennent aujourd'hui du Sud nourrir le nouvel internationalisme !

**Pierre Rousset**

---

**P.-S.**

\* Cet article a été écrit pour la revue sud-africaine Amandla ! qui va le publier en anglais dans son prochain numéro et qui garde la primeur de sa version anglaise.